La rivalité stratégique et la place financière

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une place bâtie sur un ordre ouvert

La place financière moderne s'est construite sur des hypothèses qui se sont vérifiées pendant un demi-siècle. Le commerce croîtrait plus vite que la production, les règles multilatérales contiendraient les puissants et les capitaux iraient là où ils trouveraient la meilleure combinaison de rendement, de sécurité et de sécurité juridique. La stratégie de Singapour reposait sur ces hypothèses. Le marché de l'Asian dollar de 1968, décrit au chapitre C.IV, la libéralisation après 1998 et la stratégie de gestion de fortune des années 2000 supposaient tous que l'argent pouvait circuler librement entre Singapour et le reste du monde. Le réseau dense d'accords de libre-échange de la cité, examiné au chapitre F.IV, a étendu la même logique aux biens et aux services.

Chacune de ces hypothèses est aujourd'hui remise en question. Les États-Unis et la Chine considèrent leur relation économique comme un terrain de compétition stratégique. Tous deux se sont dotés d'instruments juridiques leur permettant de restreindre le commerce, la technologie et les capitaux pour des motifs de sécurité nationale. Le Fonds monétaire international a consacré à cette évolution un chapitre

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

de son *Global Financial Stability Report* d'avril 2023. Il avertissait que la fragmentation pourrait affecter « cross-border allocation of capital, international payment systems, and asset prices », avec des coûts de financement plus élevés pour les banques et moins de crédit pour le secteur privé.[1] Pour une place financière dont le métier est précisément l'allocation transfrontalière des capitaux, de tels avertissements touchent au cœur de son activité.

Deux partenaires, deux formes de dépendance

La relation de Singapour avec chacune des puissances présente une structure différente. Les États-Unis sont le garant de l'ordre de sécurité régional et une source majeure d'investissements et de technologie. En vertu d'un accord conclu pour la première fois en 1990, les forces américaines utilisent les installations aériennes et navales de Singapour. Les deux gouvernements l'ont renouvelé en septembre 2019 pour quinze années supplémentaires, jusqu'en 2035.[2] La relation économique est elle aussi étroite. En 2025, les États-Unis ont exporté vers Singapour des marchandises pour 41,6 milliards de dollars US et en ont importé pour 38,2 milliards de dollars US, ce qui leur a valu un excédent commercial sur les marchandises de 3,4 milliards de dollars US. Leur excédent sur les services, de 29,5 milliards de dollars US, était bien plus important.[3]

La relation avec la Chine repose sur le commerce, l'intégration économique régionale et, de plus en plus, la fortune privée. Singapour n'a établi des relations diplomatiques avec la République populaire que le 3 octobre 1990, après que l'Indonésie eut accepté en août de la même année de rétablir ses propres liens avec Pékin.[4] Les échanges commerciaux entre les deux pays étaient alors établis de longue date. Les projets intergouvernementaux de Suzhou et de Tianjin ont ensuite fait de Singapour un partenaire du développement chinois. Le chapitre I.II décrit cette relation en détail. Il suffit ici d'en relever l'asymétrie. Les liens de sécurité de Singapour mènent à Washington, alors qu'une grande partie de son avenir commercial se joue dans une région dont la première économie est la Chine.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les dirigeants singapouriens ont répété à maintes reprises qu'ils ne choisiraient pas entre les deux. Le Premier ministre Lee Hsien Loong a exposé cet argument dans un essai publié dans *Foreign Affairs* en 2020, qui avertissait qu'une confrontation entre les puissances mettrait en péril la prospérité de toute la région.[5] Il a été tout aussi clair sur les limites de la proximité. Le 1er avril 2022, il a déclaré : « Singapore is not an ally of the U.S. »[6] La formule décrit un partenaire qui coopère avec les États-Unis en matière de sécurité sans adhérer à une alliance dirigée contre la Chine.

La finance comme instrument de puissance

Le changement décisif pour les places financières est intervenu en février 2022. Après l'invasion russe de l'Ukraine, les puissances occidentales ont privé la banque centrale de Russie de l'accès à environ 300 milliards de dollars US de réserves de change détenues à l'étranger.[7] Cette mesure a montré que des réserves détenues en monnaies occidentales et auprès d'institutions occidentales pouvaient être immobilisées par une décision politique. Banques centrales, fonds souverains et investisseurs privés du monde entier en ont tiré leurs propres conclusions. Certains se sont diversifiés dans l'or, d'autres ont reconsidéré le lieu de conservation de leurs actifs et les monnaies dans lesquelles ils règlent leurs échanges.

La Chine s'était préparée à cette éventualité avant 2022. Son Cross-Border Interbank Payment System a été créé en 2015 comme alternative aux réseaux occidentaux de messagerie et de compensation.[8] Pékin a également construit une riposte juridique aux sanctions étrangères. La loi contre les sanctions étrangères (Anti-Foreign Sanctions Law), adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale le 10 juin 2021 et en vigueur depuis ce jour, autorise des contre-mesures telles que des interdictions de visa, des gels d'avoirs et des restrictions aux activités en Chine à l'encontre de ceux qui appliquent des sanctions étrangères.[9]

L'effet sur Singapour est subtil mais réel. Ses banques détiennent d'importantes positions en dollars et les compensent par New York. Ses gestionnaires de fortune servent des familles chinoises qui se demandent désormais si les actifs détenus à Singapour sont à l'abri des risques politiques qu'elles associent à l'Occident. Ses régulateurs doivent veiller à ce que la cité conserve la confiance des banques

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

correspondantes américaines tout en restant attrayante pour les capitaux chinois. Chacune de ces relations est rationnelle sur le plan commercial. La rivalité entre les puissances rend plus difficile de les tenir ensemble.

Le choc tarifaire de 2025

Le second choc fut commercial. Le 2 avril 2025, les États-Unis ont annoncé un droit de douane universel de 10 % sur les importations, avec des taux « réciproques » plus élevés pour des dizaines de partenaires commerciaux. Singapour s'est vu appliquer le taux de base, bien qu'elle ait avec les États-Unis un accord de libre-échange en vigueur depuis le 1er janvier 2004 et qu'elle importe davantage de marchandises des États-Unis qu'elle n'en exporte vers eux.[10] Le Premier ministre Lawrence Wong a réagi d'abord dans une vidéo enregistrée le 4 avril 2025, dans laquelle il déclarait que le monde entrait dans « a new phase – one that is more arbitrary, protectionist, and dangerous ».[11] Dans une déclaration ministérielle devant le Parlement le 8 avril 2025, il a ajouté que les droits de douane américains « are not actions one does to a friend ».[12]

La déclaration allait au-delà du préjudice immédiat. Wong a qualifié ces droits de douane de « fundamental rejection of World Trade Organization (WTO) rules » et de « complete repudiation of the MFN principle », la règle selon laquelle un pays traite tous ses partenaires commerciaux de la même manière. Sa conclusion pour les petits États était sans détour : « the major powers will dictate the terms, and we risk being marginalised and sidelined. »[13] Singapour a renoncé à riposter. Elle a répondu par un soutien aux entreprises touchées, par la négociation et par un effort renouvelé pour conclure des accords commerciaux avec d'autres partenaires.

Le fondement juridique de ces droits de douane s'est ensuite effondré. Le 20 février 2026, la Cour suprême des États-Unis a jugé, par six voix contre trois, que les droits de douane imposés en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act étaient illégaux. L'administration les a remplacés par un droit de douane mondial de 10 % fondé sur la section 122 du Trade Act of 1974, entré en vigueur fin février 2026 pour une durée maximale de 150 jours. En mai 2026, la Court of International Trade a jugé ce droit également illégal, une décision frappée d'appel.[14] Les droits de douane

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

sectoriels fondés sur la section 232 du Trade Expansion Act of 1962 subsistent. Ils comprennent un droit de 100 % sur les médicaments de marque ou brevetés, annoncé pour le 1er octobre 2025 et partiellement en vigueur, avec des exemptions pour les entreprises construisant des usines aux États-Unis, ainsi qu'un droit de 25 % sur une gamme restreinte de puces avancées à partir de janvier 2026.[15] Ces deux secteurs comptent pour Singapour, qui accueille d'importantes usines pharmaceutiques et de semi-conducteurs.

Pour la place financière, c'est l'instabilité elle-même qui porte la principale leçon. Des règles juridiques que les entreprises et les banques tenaient pour acquises, comme les termes d'un accord de libre-échange, se sont révélées susceptibles d'être modifiées unilatéralement, puis soumises à des contentieux à l'issue incertaine. Le financement du commerce, le financement de projets et la valorisation des entreprises exposées aux marchés américains sont tous devenus plus difficiles à évaluer. La demande de conseil sur l'exposition aux droits de douane, la restructuration des chaînes d'approvisionnement et les clauses contractuelles a augmenté en conséquence.

La stabilité politique comme argument

Dans ce contexte, la stabilité propre de Singapour a gagné en valeur. La transmission de la fonction de Premier ministre de Lee Hsien Loong à Lawrence Wong a eu lieu le 15 mai 2024 sans heurts.[16] Lors des élections générales de mai 2025, le parti au pouvoir, le People's Action Party, a obtenu 65,57 % des voix et 87 des 97 sièges.[17] Les investisseurs qui cherchent un lieu où détenir leurs actifs en période de rivalité lisent de tels résultats comme des signes de continuité politique.

L'État s'est également doté de moyens contre les tentatives de puissances étrangères d'utiliser Singapour comme théâtre de leur rivalité. Le Foreign Interference (Countermeasures) Act a été adopté par le Parlement le 4 octobre 2021 et est entré en vigueur le 7 juillet 2022. Son objectif déclaré est de « protect the public interest by counteracting acts of foreign interference ».[18] La loi vise la vie politique et la communication publique. Pour la place financière, elle signale que le gouvernement défendra sa marge de manœuvre contre les pressions, d'où qu'elles viennent.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Fonds monétaire international, *Global Financial Stability Report*, avril 2023, chapitre 3, « Geopolitics and Financial Fragmentation: Implications for Macro-Financial Stability » (imf.org, page de synthèse, consulté en novembre 2026) : la fragmentation « could affect cross-border allocation of capital, international payment systems, and asset prices », avec « higher banks' funding costs », « reduced bank profitability » et « lower provision of credit to the private sector ». ↩
2. Ministère de la Défense de Singapour, communiqué du 24 septembre 2019 (mindef.gov.sg, consulté en novembre 2026) : l'avenant signé par le Premier ministre Lee Hsien Loong et le président Donald Trump « renews the 1990 MOU by extending it for another 15 years » ; Wikipedia, « Singapore–United States relations » (consulté en novembre 2026) : le 23 septembre 2019 (heure de New York), les deux pays ont renouvelé le pacte de défense permettant aux forces américaines d'utiliser les bases aériennes et navales de Singapour, prolongé de quinze ans jusqu'en 2035 ; déploiement par rotation de navires de combat littoral à la Changi Naval Base en vertu du Strategic Framework Agreement. ↩
3. Office of the United States Trade Representative, « Singapore » (ustr.gov, consulté en novembre 2026) : exportations américaines de marchandises vers Singapour de 41,6 milliards de dollars US et importations de 38,2 milliards de dollars US en 2025, excédent commercial sur les marchandises de 3,4 milliards de dollars US ; exportations de services de 47,9 milliards de dollars US, importations de services de 18,4 milliards de dollars US et excédent sur les services de 29,5 milliards de dollars US en 2025. ↩
4. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : relations diplomatiques établies le 3 octobre 1990 ; Singapour préférait que ses voisins, « particularly Indonesia », normalisent d'abord leurs relations avec la RPC ; l'Indonésie et la RPC ont annoncé le 8 août 1990 leur décision d'établir des relations. L'affirmation de l'article selon laquelle Singapour aurait été le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

dernier État d'Asie du Sud-Est à reconnaître la RPC n'est pas reprise ici, car le Brunei n'a établi de relations avec Pékin qu'en 1991. ↩

5. Lee Hsien Loong, « The Endangered Asian Century: America, China, and the Perils of Confrontation », *Foreign Affairs*, vol. 99, n° 4, juillet/août 2020 (publié en ligne le 4 juin 2020). ↩
6. Wikipedia, « Singapore–United States relations » (consulté en novembre 2026) : le 1er avril 2022, le Premier ministre Lee Hsien Loong a déclaré que « Singapore is not an ally of the U.S. » ↩
7. Wikipedia, « International sanctions during the Russian invasion of Ukraine » (consulté en novembre 2026) : le 28 février 2022, la banque centrale de Russie a été privée de l'accès à environ 300 milliards de dollars US de réserves de change détenues à l'étranger. ↩
8. Wikipedia, « Internationalization of the renminbi » (consulté en novembre 2026) : « The China International Payments System was established in 2015 as an alternative to SWIFT. » ↩
9. Wikipedia, « Anti-Foreign Sanctions Law » (consulté en novembre 2026) : adoptée par le Comité permanent de l'APN le 10 juin 2021 et en vigueur à cette date ; la loi autorise « denial or cancellation of visas, asset freezes », des restrictions aux activités commerciales en Chine et des interdictions de transactions avec des entités chinoises. ↩
10. Wikipedia, « Singapore–United States relations » (consulté en novembre 2026) : Singapore–United States Free Trade Agreement signé le 6 mai 2003, en vigueur le 1er janvier 2004 ; avril 2025, droit de douane universel de 10 % sur les marchandises entrant aux États-Unis, appliqué à Singapour. ↩
11. « Singapore must be clear-eyed about dangers ahead; the risks are real, stakes are high, says PM Wong », *The Star* (Straits Times/Asia News Network), 4 avril 2025 : vidéo de cinq minutes partagée sur les comptes de réseaux sociaux du Premier ministre ; « The world is entering a new phase – one that is more arbitrary, protectionist, and dangerous ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

12. « PM Wong's video on tariffs goes viral », *Mothership*, avril 2025 : dans sa déclaration ministérielle au Parlement le 8 avril 2025, Wong a déclaré que les droits de douane de base de 10 % « are not actions one does to a friend » ; le message vidéo est daté du 4 avril 2025. ↩

13. « Singapore PM outlines three implications US tariffs have on global trading system », *The Star*, 9 avril 2025, rendant compte de la déclaration au Parlement du 8 avril 2025 : « a complete repudiation of the Most Favoured Nation (MFN) principle » ; « Small countries have limited bargaining power in one-on-one bilateral negotiations, so the major powers will dictate the terms, and we risk being marginalised and sidelined » ; « Global implications of US tariffs », *Mothership*, avril 2025 : les droits de douane constituaient « a fundamental rejection of World Trade Organization (WTO) rules » et « a complete repudiation of the MFN principle » ; « So the major powers will dictate the terms, and we risk being marginalised and sidelined » ; « Once trade barriers go up, they tend to stay up » ; Singapour ne riposterait pas. ↩

14. Wikipedia, « Tariffs in the second Trump administration » (consulté en novembre 2026) : *Learning Resources, Inc. v. Trump*, décision rendue par 6 voix contre 3 le 20 février 2026, jugeant illégaux les droits de douane fondés sur l'IEEPA ; droit de douane mondial de remplacement de 10 % en vertu de la section 122 du Trade Act of 1974 pour 150 jours, jusqu'au 24 juillet 2026 ; NBC News, 24 février 2026, « Trump's global tariff takes effect at 10%, despite announcement of 15% » ; la Court of International Trade a jugé illégal le droit fondé sur la section 122, une décision frappée d'appel, citant *Politico*, 7 mai 2026, « Trade court rules Trump's replacement tariffs illegal ». Le tableau de synthèse de l'article indique le 20 février 2026 comme date d'entrée en vigueur et le 20 juillet 2026 comme date d'expiration, tandis que son texte mentionne le 24 juillet 2026. ↩

15. Wikipedia, « Tariffs in the second Trump administration » (consulté en novembre 2026) : droit de douane de 100 % sur les médicaments de marque ou brevetés annoncé pour le 1er octobre 2025, mentionné dans le tableau de synthèse comme « Partially in effect », avec des exemptions pour les entreprises construisant des usines aux États-Unis et des plafonds de 15 % en

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

vertu d'accords négociés ; droits de douane de 25 % sur une gamme restreinte de puces avancées à partir de janvier 2026, avec des exemptions pour les puces destinées aux centres de données, à la recherche et aux usages grand public. ↩

16. Wikipedia, « Lee Hsien Loong » (consulté en novembre 2026) : « The handover ultimately occurred on 15 May 2024 » ; Lawrence Wong lui a succédé comme Premier ministre à cette date. ↩
17. Wikipedia, « Lawrence Wong » (consulté en novembre 2026) : lors des élections générales de 2025, le PAP a conservé sa super-majorité avec 65,57 % des voix et 87 des 97 sièges. ↩
18. Wikipedia, « Foreign Interference (Countermeasures) Act 2021 » (consulté en novembre 2026) : adopté le 4 octobre 2021, en vigueur le 7 juillet 2022 ; la loi vise à « protect the public interest by counteracting acts of foreign interference ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.